

# Une expérience de recherche-action en matière de crédit agricole à Massaroca

---

Pedro Carlos Gama da Silva

Produire, valider ou diffuser des innovations n'a de sens que si les agriculteurs concernés ont les moyens matériels de les mettre en œuvre. Une des premières demandes formulées par les organisations de producteurs et les services de développement concerne le financement de la production. Or le crédit agricole officiel s'avère souvent inaccessible et inadapté aux exploitations familiales de la région semi-aride du Nordeste. Principal instrument de la politique de modernisation conservatrice de l'agriculture brésilienne mise en place depuis le milieu des années 60, le crédit a entraîné à la fois la concentration des investissements et l'exclusion d'une majorité d'agriculteurs (DELGADO, 1995). Il a également accentué les différences entre les régions. Dans le Nordeste, il a contribué à une différenciation croissante entre une minorité de producteurs, irriguants et grands éleveurs, dits modernes, subventionnés, parfois surprotégés et suréquipés, et la masse des agriculteurs familiaux.

Cependant, les années 80 et le début des années 90 ont montré les limites des opérations de crédit, surtout pour l'agriculture patronale. La situation est devenue plus complexe dans un contexte de libéralisation de l'économie. On est passé d'une période de ressources financières abondantes, de crédit facile et largement subventionné à une phase de raréfaction des financements et d'application des taux d'intérêt réels. L'analyse critique d'un modèle unique et inadapté a conduit à des tentatives de reformulation. Plusieurs organismes,

ailleurs, ont proposé d'autres formes de crédit agricole, principalement des fonds rotatifs. Parmi ces expériences, on peut citer la Grameen Bank du Bangladesh (NOWAK, 1988), le projet de promotion du petit crédit rural du Burkina (ELLSASSER, 1991) et le projet Cresol de l'association d'études, d'orientation et d'assistance technique du sud-est du Paraná (LANNON, 1990).

Dans le cas de Massaroca, dans le *sertão* de la Bahia, l'expérimentation d'une nouvelle modalité de crédit est conçue comme un outil de transformation technique, économique et sociale au service d'un projet de développement local. La proposition est d'abord expérimentée à l'échelle locale. Elle s'appuie sur le diagnostic participatif des systèmes de production, où l'élevage caprin joue systématiquement un rôle majeur (voir le chapitre « Dynamique des systèmes d'élevage »). Il s'agit alors de tester en conditions réelles un système de financement adapté aux spécificités des exploitations des neuf communautés de la région, fédérées en un comité des associations agropastorales de Massaroca, le Caam (voir le chapitre « Changements sociaux, organisation des producteurs et intervention externe »).

Après la présentation de la démarche de recherche-action adoptée à Massaroca, ce chapitre rapporte les principaux résultats de cette expérience, évalués en termes d'investissement productif et d'évolution des systèmes productifs et des conditions de vie des familles. Par ailleurs, il analyse les conséquences de l'organisation des agriculteurs et de l'adoption de règles institutionnelles mieux adaptées pour l'accès au crédit rural des producteurs familiaux.

## Une démarche de recherche-action

Le système de financement de Massaroca est mis en place dans le cadre d'une intervention de recherche-action avec des producteurs familiaux, coordonnée par le Cpsa et le Cirad. Les études et les expérimentations font partie d'un projet global de développement local, considéré comme un processus de transformation contrôlé par les bénéficiaires. Les interventions sont menées auprès des exploitations familiales, des communautés rurales locales et de leurs organisations professionnelles comme le Caam. La mise en place d'un système de financement agricole naît du constat que la faible capacité d'investissement des producteurs limite l'adoption de nouvelles techniques et l'évolution des systèmes de production. A Massaroca, l'étude des systèmes agraires et des facteurs qui conditionnent leur évolution (contexte économique, organisation des producteurs, appui technique, etc.) est réalisée par et à travers l'action, c'est-à-dire, grâce à l'expérimentation d'innovations et à l'évaluation de leur impact. Il ne s'agit pas de provoquer un changement en introduisant des techniques supposées plus efficaces, mais de créer des références afin que les producteurs puissent prendre de nouvelles décisions. Ce processus

passé, entre autres, par la production et la diffusion d'informations techniques, économiques et sociales précises et pertinentes, élaborées à partir de la compréhension des mécanismes de développement local et des stratégies d'acteurs.

D'une manière générale, la démarche de recherche-action du projet de Massaroca propose d'alimenter les processus de prise de décision individuelle, par les producteurs, et collective, par les associations, le comité et leurs partenaires institutionnels. De la même façon, ce chapitre montre comment les stratégies d'investissement des agriculteurs, essentielles pour comprendre et appuyer l'évolution des systèmes de production, peuvent être étudiées à partir des pratiques de financement.

Grâce au suivi des opérations de crédit et des flux financiers qui leur sont liés, les pratiques financières des exploitants sont analysées pour chaque type d'activité financée dans le cadre du système de crédit. On étudie, au moyen d'enquêtes, l'origine, les montants, l'utilisation et les conséquences des ressources financières mobilisées. Les résultats des opérations de crédit sont évalués en termes financiers, économiques, techniques et sociaux. L'analyse des stratégies et des objectifs des producteurs se fonde sur cette caractérisation des pratiques financières et sur leurs résultats. Elle permet d'évaluer l'adéquation du produit financier — le système de crédit — aux besoins des producteurs. Les objets principaux de la démarche — les stratégies et les objectifs des producteurs — ne sont pas, en effet, des phénomènes observables par enquête, et ne peuvent donc être analysés qu'à partir de la connaissance des pratiques mises en œuvre et de leurs conséquences<sup>27</sup>.

## Les caractéristiques et l'évolution du système de crédit à Massaroca

Le système de crédit a bénéficié du financement destiné à un projet d'appui à l'élevage caprin à Massaroca, conçu en 1989<sup>28</sup>. L'organisation initiale du système prévoit de créer un fonds rotatif contrôlé et géré par les producteurs par l'intermédiaire du Caam. L'accès au crédit passe donc par un contrat entre les agriculteurs et le Caam, sans exigence de garantie ou d'hypothèque. Les

---

27. Les étapes méthodologiques suivies s'inspirent de la proposition de LANDAIS et DEFFONTAINES (1990), et s'appuient sur la description des pratiques des agriculteurs pour pouvoir analyser les stratégies qu'ils conçoivent et appliquent.

28. Le projet disposait de 300 000 francs, financés par la Caisse des dépôts et consignations de l'Etat français, et mis à la disposition du Caam par la Fert, fondation pour l'équilibre et le renouveau de la terre.

modalités de financement sont établies à partir des contributions de diverses autres expériences de petit crédit rural, puis progressivement modifiées en fonction des évaluations successives. De par son caractère expérimental, le système est passé par une série de redéfinitions des modalités de financement et de la structure organisationnelle de façon à en faciliter l'accès à la majorité des agriculteurs.

## La participation des producteurs

Le droit d'accès au financement a été étendu à l'ensemble des agriculteurs et des familles des communautés associées au Caam. Le fonds financier, qui appartient aux producteurs, est géré par le comité. Les institutions à l'origine de l'expérience souhaitaient que les producteurs s'approprient cet outil de crédit et qu'ils puissent bénéficier d'un appui pour définir de nouveaux projets. Le processus d'évaluation et d'approbation des demandes de financement a été défini et mis en œuvre par le Caam, qui a cependant compté sur l'appui technique des institutions partenaires, l'Embrapa et le Cirad, puis l'Adac, association de développement et d'action communautaire de la vallée du São Francisco, une organisation non gouvernementale.

Initialement, toutes les décisions concernant le système de financement étaient prises par les membres du bureau directeur du Caam. A partir de la troisième année de fonctionnement, une commission d'attribution du crédit a été créée, qui intégrait des représentants des producteurs, par l'intermédiaire des associations communautaires membres du comité, et des techniciens des institutions, qui travaillaient alors directement au sein du projet de Massaroca. La commission participait donc à la gestion du système, formulait un avis sur les demandes et sur les opérations de financement, mais la décision finale revenait toujours au comité. L'objectif de cette commission était de décentraliser les prises de décision du Caam et d'étendre la participation à un plus grand nombre de producteurs. Il s'agissait aussi d'améliorer la circulation de l'information entre les communautés et d'aider le Caam à adopter des mesures protégeant les intérêts collectifs, parfois aux dépens de bénéfices individuels, comme dans le cas des pressions pour le rééchelonnement des dettes ou la renégociation *a posteriori* des formes d'indexation.

## La pression sociale pour le remboursement

Les modalités d'octroi ne prévoient pas de garanties pour concéder des prêts. Les accords sont signés moyennant un simple engagement entre les producteurs bénéficiaires et le Caam, formalisés par un contrat d'emprunt stipulant les obligations de l'emprunteur et les conditions du financement. Ce contrat n'a aucune valeur juridique et s'est révélé peu efficace. Ainsi, à partir de la deuxième année de fonctionnement, un schéma de pression mutuelle pour le

remboursement a été mis en place. Celui-ci s'est inspiré d'une expérience conduite au Bangladesh par la Grameen Bank et au Burkina selon un système de caution solidaire<sup>29</sup>. La pression sociale liée à la formation de groupes de caution solidaire fonctionne mal. Certains producteurs créent des groupes fictifs avec la complicité de leurs voisins. Le groupe est dissout après l'obtention du premier financement. Il y a également des désistements provoqués par divers facteurs (mésentente, sécheresse, migration, etc.), qui entravent la permanence ou la reconstitution des groupes. Par ailleurs, les restrictions imposées par l'échelonnement de la libération des prêts ne sont pas justifiables quand le projet dispose de ressources inutilisées en caisse.

Du fait de ces problèmes, le système de caution solidaire est progressivement abandonné à partir de la troisième année, et une commission d'attribution du crédit est créée. Celle-ci décide alors des sanctions et des moyens de pression à mettre en œuvre pour le remboursement. Ces mesures vont du recouvrement formel par courrier, à l'exclusion des bénéficiaires du système de crédit, en passant par les annonces publiques dans les médias (radio rurale de Juazeiro) ou par la saisie des biens financés. Le recours à ce genre de mesure n'est décidé que lorsque toutes les possibilités de négociation sont épuisées. La formule s'est avérée plus efficace que la seule pression des groupes de caution solidaire, tout en maintenant l'autonomie de décision du Caam par rapport aux techniciens et aux institutions externes. La menace de la sanction n'étant pas toujours suffisante, celle-ci n'a été respectée qu'à partir du moment où il y a eu passage à l'acte, c'est-à-dire exclusion de producteurs du système de crédit.

## La suivi technico-économique

Durant la mise en place du système de financement, les producteurs bénéficient d'un appui technico-économique de la part des institutions locales de recherche et de développement. Le suivi des activités financées porte sur l'identification et la discussion de la faisabilité des projets ou sur les différentes phases de la mise en place des prêts. L'appui inclut l'élaboration des budgets

---

29. Le système de pression sociale pour le remboursement a été expérimenté après une visite du technicien de l'Adac qui travaillait avec les communautés de Massaroca à un projet de petit crédit rural au Burkina (ELLSASSER, 1991). Les producteurs s'organisent en petits groupes de deux à quatre membres et passent un accord mutuel de façon à bénéficier du financement à tour de rôle. Les ressources utilisées pour financer la première opération du groupe proviennent, en totalité, du projet de crédit. Par la suite, le projet ne fournit que les sommes destinées à compléter celles qui proviennent des remboursements des producteurs. Les dernières opérations de la chaîne de financement au sein du groupe, en fonction des délais et des conditions d'amortissement, peuvent être totalement couvertes par les sommes remboursées, sans faire appel au fonds de financement du projet. Le bon fonctionnement du système dépend bien de la pression sociale exercée par les membres du groupe en attente de financement.

des projets des agriculteurs et s'étend à l'évaluation des propositions de financement et à la discussion de l'organisation et de la mise en œuvre du système dans le cadre de la commission de crédit. Par la suite, cet appui est complété par l'embauche par le Caam d'un agent local, originaire de l'une des communautés, afin d'assurer le suivi de la distribution des fonds, des remboursements et de la circulation des informations. Le choix s'est porté sur la fille d'un agriculteur, qui connaissait le milieu et la réalité locale. Il était dicté, selon les agriculteurs, par la nécessité d'établir une relation de confiance entre le système de crédit et les producteurs, mais en réalité les responsables du Caam supposaient que cet agent leur serait plus soumis qu'un technicien, ce qui a sans doute été le cas au début. L'expérience a prouvé cependant que la constitution d'une commission et la présence d'un tiers, l'agent local, limitaient les tentatives de manipulation des dirigeants du comité.

## Les formes et les conditions générales de financement

Le système de crédit de Massaroca connaît également des changements liés au type d'opération et aux modalités de financement. Cette évolution se traduit par la priorité accordée au financement de certaines activités et par des changements dans les conditions des prêts (calendrier de mise à disposition des ressources, indexation, délais, période de carence). Les premiers projets sont essentiellement orientés vers l'élevage (animaux de race sélectionnée, parcelles fourragères). Par la suite, le champ de financement est élargi au crédit de campagne agricole, puis à des activités diversifiées, y compris extra-agricoles.

L'attribution des prêts, d'abord réalisée en un seul versement de la totalité des fonds, est ensuite divisée et échelonnée, selon le type d'activité financée. Il en va de même pour le remboursement, effectué dans un premier temps par annuité puis selon des versements moindres mais plus fréquents (semestriel, trimestriel, mensuel, hebdomadaire). Cette évolution cherche à ajuster les modalités de remboursement à la nature et à la fréquence des revenus assurés par les différentes activités financées, mais aussi à prendre en compte les contraintes liées au contexte d'hyperinflation. Au début on préfère une indexation non monétaire, calculée en équivalent-produits au coût du marché local (viande, lait, peau de caprin, pastèque, ricin, etc.), sans intérêt et sans intégrer les coûts de gestion et d'assurance du système de crédit. Par la suite, d'autres formes d'indexation sont expérimentées de façon à réduire l'érosion des ressources financières. Finalement, le paramètre retenu pour l'actualisation des valeurs empruntées est le prix des principaux intrants financés (fil de fer barbelé, heure de location de tracteur). Des mécanismes de correction monétaire par des indicateurs financiers de l'inflation sont également testés. Des intérêts réels, de 1 % par mois, sont alors appliqués afin de compenser les coûts de gestion, d'assurer les risques de non-remboursement et de garantir la pérennité du système.

## Le financement d'activités diversifiées

Le financement d'activités diversifiées n'était pas prévu à l'origine du projet et constitue une innovation dans la région. Il s'agit alors d'élargir les financements à diverses activités économiques, de façon à permettre aux producteurs les moins favorisés ou à d'autres catégories d'acteurs ruraux, comme les femmes et les jeunes, d'accéder au crédit. Les prêts ne sont plus limités aux activités agricoles mais concernent également le petit élevage, la transformation des produits, le petit commerce, l'artisanat, le stockage de la production.

La priorité est donnée aux activités qui offrent les meilleures conditions de rentabilité et un retour financier rapide, de façon à améliorer la trésorerie de l'exploitation familiale (figures 14 et 15). Par exemple, le revenu fourni par la transformation des produits locaux, comme le fromage et les confitures, est généralement plus élevé, avec un retour plus rapide que celui des cultures ou de l'élevage. Il facilite des investissements essentiels pour le développement de l'unité de production (construction de clôtures, acquisition d'animaux), l'achat d'intrants, les besoins de consommation domestique (équipements, vêtements, aliments) ou des investissements sociaux (santé, éducation, habitat, loisir). En ce sens, ce type de crédit peut produire plus rapidement des effets multiplicateurs. On cherche également à accélérer la rotation des fonds de manière à augmenter le nombre des projets financés et des bénéficiaires.

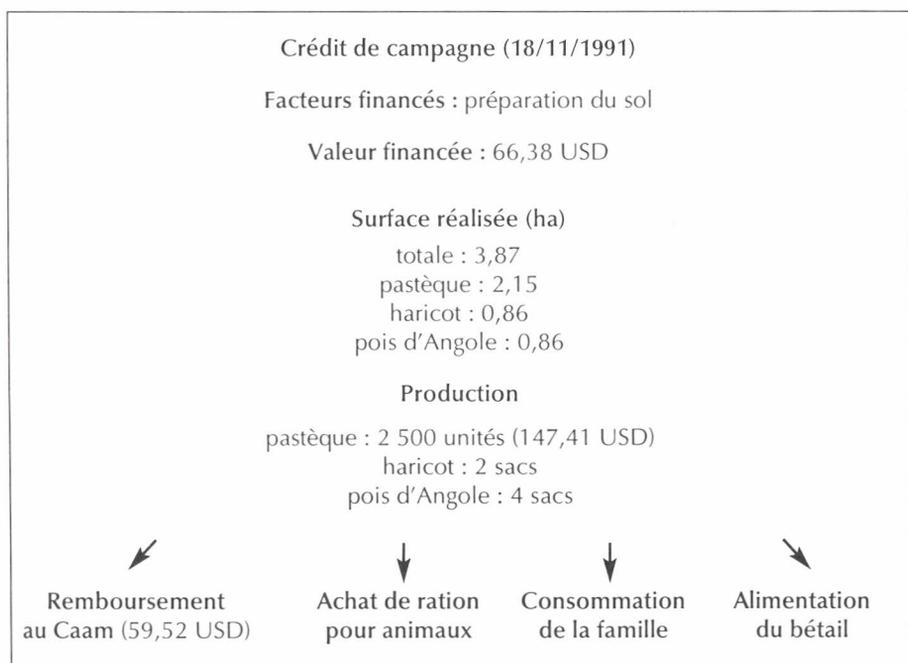


Figure 14. Schéma d'un prêt pour un crédit de campagne (d'après SILVA, 1994).

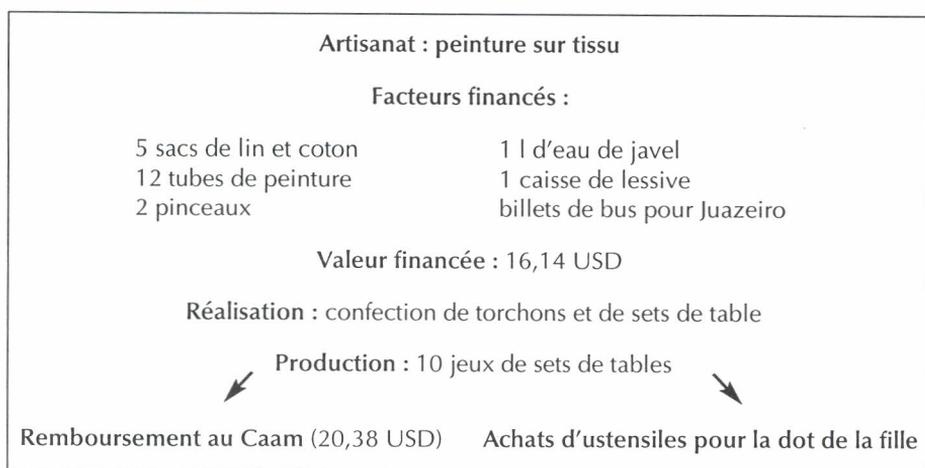


Figure 15. Schéma d'un prêt pour des activités diversifiées (d'après SILVA, 1994).

## Les étapes d'un processus en évolution

A Massaroca, l'évolution du système de crédit suit quatre étapes (tableau 6). Identifiées par des périodes précises, elles se différencient par les orientations adoptées pour l'organisation du système de crédit et par les modalités de financement.

La troisième étape privilégie les prêts pour des activités diversifiées. On a vérifié que les modalités de crédit initiales profitent plus particulièrement aux producteurs des types 2 et 3, dits en équilibre et en situation de rente (voir le chapitre « Diversité et trajectoires d'évolution des exploitations agricoles »), au détriment de la catégorie dite de survie, dont la structure productive est insuffi-

Tableau 6. Opérations de crédit entre novembre 1989 et 1993 : nombre et valeur des opérations en fonction des activités financées.

	1 <sup>e</sup> étape		2 <sup>e</sup> étape		3 <sup>e</sup> étape		4 <sup>e</sup> étape		Total	
	(1989/1990)		(1990/1991)		(1991/1992)		(1992/1993)			
	nb	valeur (USD)	nb	valeur (USD)	nb	valeur (USD)	nb	valeur (USD)	nb	valeur (USD)
Achat d'animaux	9	1 926	16	3 296	21	2 772	–	–	46	7 995
Parcelles fourragères	16	7 584	9	5 112	3	944	–	–	28	13 641
Clôtures	–	–	–	–	6	1 572	3	342	9	1 914
Crédit de campagne	–	–	24	6 189	17	1 131	16	615	57	7 936
Activités diversifiées	–	–	–	–	43	5 682	13	1 369	56	7 051
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>9 510</b>	<b>49</b>	<b>14 598</b>	<b>90</b>	<b>12 103</b>	<b>32</b>	<b>2 327</b>	<b>196</b>	<b>38 540</b>

sante pour assurer les besoins de base des familles. On constate également que les avantages acquis par certaines catégories de producteur le sont au détriment des ressources du fonds, initialement destiné à l'ensemble des familles des communautés.

## L'évaluation du système de financement

### L'impact et les conséquences des activités financées

Si les résultats économiques étaient évalués de manière conventionnelle, en appliquant le coût du marché aux intrants produits sur l'exploitation ou à la main-d'œuvre familiale, la différence entre coûts et recettes obtenues par les activités financées serait, le plus souvent, négative. Selon une telle base de calcul, la plupart des activités économiques ne seraient pas considérées comme rentables. Mais nous nous situons bien ici dans un contexte d'agriculture familiale. La valeur monétaire du travail des membres de la famille et le coût des intrants produits sur l'exploitation ne sont pas ceux du marché.

Dans ces conditions, on constate malgré tout que la rentabilité des opérations de crédit est extrêmement variable en fonction des conditions extérieures (climat et marché), du type d'activité financée et de la façon dont celle-ci a été mise en œuvre. Les agriculteurs utilisent et gèrent les ressources du crédit en les combinant avec celles dont ils disposent (moyens de production, intrants, main-d'œuvre, etc.) selon une stratégie qui ne vise pas uniquement à rembourser les prêts, mais aussi à mieux répondre aux objectifs de production. Les flux monétaires des diverses modalités d'emprunt rendent compte des différentes façons de gérer les ressources financières. Ils révèlent les stratégies, y compris financières, adoptées par les agriculteurs à partir des perceptions qu'ils ont de leur situation et de leurs objectifs dans un contexte économique, technique, biologique, climatique et social particulièrement complexe. Cette diversité des formes de gestion des financements est étroitement liée aux logiques de fonctionnement des systèmes de production.

Un effort de synthèse permet d'identifier les activités financées les mieux adaptées à chaque type de producteurs et d'évaluer les risques liés au recours au crédit. L'impact d'une opération de financement externe sur chacune des fonctions du cycle de reproduction des exploitations dans le Nordeste semi-aride dépend de la situation du producteur (le type), de la gestion des ressources financières, du choix des activités financées et d'autres facteurs externes et non contrôlables, le climat et le marché, principalement.

Selon la manière dont ces facteurs se combinent, les différentes modalités de financement favorisent plus ou moins l'accumulation des moyens de production, la stabilité et la capacité de production, ou encore la satisfaction des besoins de consommation des unités familiales. Certaines de ces modalités se

montrent plus flexibles et contribuent ainsi à plusieurs de ces fonctions. Le rôle de chaque type de financement sur le système de production varie en fonction de la priorité que les agriculteurs lui attribuent. Mais l'intérêt de l'une ou de l'autre modalité de financement est surtout conditionné par la situation économique du producteur et par sa capacité de production (disponibilité en moyens de production et en main-d'œuvre). C'est celle-ci qui, en dernière instance, confère la capacité d'assumer les risques financiers encourus. Pour autant, toutes les modalités de crédit ne sont pas accessibles à toutes les catégories de producteur.

### Les financements destinés à l'achat d'animaux

Les financements destinés à l'achat d'animaux favorisent la stabilisation et le renforcement de la capacité de production, mais accentuent la différenciation entre les types d'exploitation. Pour le type de survie, ils répondent à un besoin de croissance du troupeau, alors que pour les types en équilibre et de rente ils offrent la possibilité d'améliorer le potentiel productif des animaux. En effet, ces éleveurs disposent de réserves fourragères plus importantes (pâturages et enclos), qui garantissent l'alimentation du troupeau durant les périodes les plus critiques et limitent les risques de mortalité des animaux. Le potentiel génétique des animaux améliorés peut s'exprimer pleinement.

### Les financements de parcelles fourragères

Les financements de parcelles de cactus inerme ou de graminées cultivées, comme *Cenchrus ciliaris* et *Pennisetum purpureum*, sont très recherchés dans la région de Massaroca. Ce type d'investissement contribue à garantir la stabilité de l'exploitation. Cependant, l'implantation de parcelles fourragères exige des ressources importantes, pour un retour financier direct très faible à court et à moyen termes. Cet investissement est donc inaccessible aux producteurs de survie, du moins dans les conditions de remboursement imposées par le projet. Ces agriculteurs essaient parfois d'associer une culture fourragère à une culture de rente financée par un crédit de campagne agricole, comme la pastèque, mais le risque économique en cas d'échec de l'une ou l'autre des cultures, voire des deux, est considérable. Par ailleurs, qui dit cultures associées dit compétition entre les deux productions pour la main-d'œuvre, souvent au détriment des productions vivrières indispensables aux familles, comme le haricot et le manioc.

### Les financements pour installer des clôtures

Les financements pour installer des clôtures sont assez flexibles et peuvent assurer un rôle comparable à celui des parcelles fourragères. Cet investissement permet de mettre en place des cultures en les protégeant des animaux. Il a une fonction essentielle pour les exploitations du type de survie, spécialement celles qui sont en phase d'installation et qui dépendent souvent de l'aide

des parents pour s'engager dans une production autonome. Faute d'obtenir ces financements, les jeunes doivent recourir au marché du travail ou migrer dans le sud du pays pour constituer une réserve financière capable d'assurer cet investissement initial (voir le chapitre « Diversité et trajectoires d'évolution des exploitations agricoles »).

### Les financements de crédit de campagne agricole

Les revenus assurés par le financement des cultures annuelles peuvent contribuer aux investissements productifs ou répondre aux besoins de consommation de la famille. La pratique de l'association entre cultures de rente et cultures fourragères sur une même parcelle constitue un avantage pour les producteurs des types en équilibre et de rente, qui garantit une réserve fourragère même dans le cas d'une faible production de la culture de rente. Cette stratégie s'applique difficilement aux producteurs du type de survie, qui privilégient l'association de cultures de rente et de cultures vivrières pour satisfaire les besoins des familles. Cependant, dans les conditions de production de Massaroca, le crédit de campagne est une modalité de financement à risque, principalement pour les producteurs qui ne disposent pas des ressources leur permettant de faire face à une crise de production.

### Les financements d'activités diversifiées

C'est la modalité qui s'est montrée la plus souple et la mieux adaptée. Ces financements viennent renforcer les activités économiques les plus diverses : broderie, plats cuisinés, petit commerce de vêtements, fromage, élevage de volaille, maraîchage. Ils consolident les stratégies de complémentation des revenus et d'équilibrage de la trésorerie. Même s'ils étaient au départ destinés à garantir la trésorerie dans une perspective de consommation de la famille, ces financements ont également servi les stratégies d'accumulation. Cette modalité s'est révélée tout à fait adaptée aux exploitations du type de survie, dans la mesure où elle permet de valoriser leur principale ressource productive, la main-d'œuvre.

### Les leçons de l'expérience

L'évaluation du système de financement de Massaroca et de son impact sur les systèmes de production a permis de mieux comprendre les mécanismes qui conditionnent et influencent le développement rural local.

La mise en place de ce type d'innovation économique et organisationnelle représente un coût. Compte tenu de la situation économique des producteurs familiaux, ce coût doit être en partie subventionné pour assurer les dépenses de gestion du système de crédit et l'appui technique nécessaire. Un système d'assurance des opérations à risque, ou bien d'autres mécanismes de compen-

sation, serait nécessaire pour faire face aux coûts du financement et au non-remboursement.

L'expérience du système de crédit de Massaroca met en évidence l'importance de l'analyse et de l'étude de faisabilité des projets à financer. La sélection des demandes de prêt permet de limiter les échecs et de réduire les risques liés aux catastrophes naturelles, climatiques et biologiques. Mais elle n'exclut jamais les risques liés aux incertitudes d'ordre économique, principalement ceux qui sont liés aux prix et aux marchés. Les multiples possibilités de financement et les difficultés du suivi font que les ressources sont réallouées par les producteurs et détournées de l'activité initialement prévue. Les producteurs peuvent aussi ne pas respecter les conditions des projets de crédit et utiliser tout naturellement les ressources dont ils disposent (intrants, moyens de production, main-d'œuvre) pour employer les fonds à d'autres fins.

Le pouvoir de décision de la direction du Caam a parfois conduit à favoriser ou à pénaliser certains producteurs. Il ne s'agit pas vraiment d'une dérive de type clientéliste, puisqu'il n'existe pas d'enjeux électoraux au sein des communautés, mais plutôt de l'influence des rapports familiaux et des relations de proximité, en particulier celles liées aux classes d'âges<sup>30</sup>. Ces pratiques sont moins fréquentes depuis la création de la commission de crédit et du fait des exigences du suivi institutionnel.

Le dispositif de suivi-évaluation des financements locaux a permis de discuter, de tester et d'évaluer diverses expériences d'innovation productive, commerciale et organisationnelle, individuelles ou collectives. Ce dispositif est devenu également l'un des supports institutionnels du développement de dynamiques communautaires. Les agriculteurs s'organisent d'abord pour avoir accès aux innovations par les financements, puis pour reproduire les cycles de financement et pour les élargir. Les fonds étant limités et les opérations comportant un risque, la rigueur est devenue nécessaire aussi bien pour élaborer et exécuter les projets que pour rembourser les fonds. Diverses formes de distribution et de remboursement des crédits, de pression et de sanction ont été testées. Cet apprentissage collectif a abouti à de nouvelles règles communes (OSTROM, 1992 ; FAVEREAU, 1994), voire à de nouvelles structures institutionnelles au sein du Caam, comme la commission de crédit ou la commission des équipements communautaires. L'apprentissage collectif au sens de MIDLER (1994) est confirmé par l'évolution des relations individuelles et collectives des producteurs avec les institutions bancaires, le marché et les services techniques de recherche et de vulgarisation. Préoccupé par le retour économique des activités financées, le Caam a commencé à négocier collectivement avec certains commerçants. Il a demandé aux chercheurs de l'Embrapa puis à l'école rurale de Massaroca de contribuer au débat par des études du marché local des ovins, des caprins, de la viande bovine et de la pastèque (BERTIN, 1995). Les

---

30. Par exemple, un président du comité s'opposait régulièrement à l'attribution de prêts à son jeune frère, qu'il estimait mauvais gestionnaire, donc incapable de rembourser.

demandes d'essais en milieu paysan formulées à l'Embrapa se sont concentrées sur les cultures fourragères et la gestion de la *caatinga*, les agriculteurs offrant pour la première fois de cofinancer ces essais.

L'expérience montre donc comment le financement informel d'activités diversifiées peut constituer un instrument d'orientation de la stratégie de développement local, qui valorise les dynamiques et les potentiels productifs locaux. Une telle initiative de financement peut assurer la promotion de l'agriculture familiale, dans la mesure où elle se trouve associée à un ensemble de mesures de politique agricole (prix des produits, recherche, assistance technique et vulgarisation, infrastructures) et à un appui économique et social à l'échelle locale. C'est dans ces conditions, que les systèmes de financement mutualistes, coopératifs ou associatifs peuvent véritablement assumer leur rôle complémentaire par rapport aux politiques nationales ou régionales de développement rural. C'est d'ailleurs cette dynamique qui est en train de se vérifier aujourd'hui, non seulement dans le sud du Brésil avec les coopératives de crédit, mais aussi dans le Nordeste, avec les fonds de caution municipaux (Poço Verde, Sergipe) et les premières coopératives de crédit (Pintadas, Bahia).

Une série de mesures complémentaires liées aux politiques agricoles permettrait de stimuler certaines activités considérées comme prioritaires pour le développement de la région ou pour les catégories de producteurs les moins privilégiés. Dans le cas de Massaroca, ces mesures pourraient aller de la concession d'aides ou de financements spéciaux à des investissements essentiels à l'installation des exploitations, lorsque ces investissements n'offrent pas de retour financier à court terme, comme la pose de clôtures et l'installation de pâturages ou de cultures fourragères. Des aides aux investissements d'intérêt collectif pourraient également être envisagées : infrastructures hydrauliques dans les zones de pâturages communs, abattoirs ou atelier de fumage des viandes.

Les expériences de systèmes coopératifs de financement rural sont généralement conduites à l'échelle locale, ce qui pose le problème des coûts de gestion de systèmes qui reposent sur un nombre limité d'opérations aux volumes financiers relativement réduits. En revanche, il est intéressant d'examiner en quoi ces expériences peuvent contribuer à la réflexion sur l'évolution du crédit rural institutionnel et constituer la base d'expériences à mener à l'échelle régionale. Le succès des opérations financées dépend de l'effort d'identification des activités économiques, y compris extra-agricoles, comme la transformation, la commercialisation et la prestation de services. L'appui pédagogique aux producteurs par la formation est essentiel pour leur permettre de mieux gérer les investissements. L'appui à l'organisation collective l'est tout autant pour assurer la reproduction et la pérennité du système de financement.

## La production de connaissances par l'action

La démarche adoptée à Massaroca a conduit à formuler, à expérimenter en conditions réelles et à valider un ensemble de méthodes et d'instruments

d'appui au développement rural. Cet ensemble traduit la volonté délibérée et explicite des chercheurs de se mettre au service du développement. Les méthodes expérimentées sont tout d'abord destinées à faciliter les prises de décision des acteurs, c'est-à-dire à leur permettre de construire de nouvelles représentations des situations complexes auxquelles ils sont confrontés, de manière à (mieux) concevoir et évaluer les actions qu'ils sont susceptibles de mettre en œuvre. Nous nous référons ici à l'approche de recherche-action telle que la caractérise VALLERAND (1993), qui valorise l'action comme moyen privilégié pour comprendre les systèmes sociaux et implique les chercheurs dans les processus de transformation.

En cherchant à analyser des situations complexes et à apporter dans le champ social des solutions aux problèmes rencontrés, la démarche est systémique et participative. Comme le souligne LIU (1997), elle fait appel à des concepts, des méthodes et des instruments provenant de différents champs disciplinaires de la recherche fondamentale, mais avant tout elle suppose de respecter l'autonomie et l'antériorité des acteurs, de leur exposer les objectifs et les méthodes utilisées et d'obtenir leur accord. Finalement, elle doit conduire à l'élaboration de connaissances précises et validées.

Dans le cas du crédit associatif, plusieurs étapes ont été nécessaires pour valider cette expérimentation à l'échelle d'une petite région. L'évolution du système, rendue possible par le dispositif de suivi mis en place, peut être considérée comme le résultat d'un processus d'évaluation en chemin et donc comme un produit de recherche construit dans l'action et par l'action (ALBALADEJO et CASABIANCA, 1997). Les conditions et les moyens des ajustements opérés au cours des trois années de suivi rapproché n'étaient pas toujours annoncés ou inscrits dans le projet initial. Ils ont donc dû être négociés entre les chercheurs, les techniciens, les producteurs et leurs organisations.

On a pu établir une relation entre la dynamique des systèmes de production et celle des stratégies et des opérations de financement. Elle est illustrée par les diverses adaptations et réorientations mises en œuvre face aux spécificités et aux besoins de chacun. La dynamique sociale, technique et économique induite par le système de crédit offre un support privilégié pour caractériser les processus de décision des agriculteurs. Par exemple, on a pu confirmer les dynamiques d'occupation et d'organisation de l'espace, déterminantes pour l'évolution des exploitations. En d'autres termes, on s'est posé les questions suivantes : que font les agriculteurs avec leurs ressources financières ? comment et dans quel but sont-elles investies et pour quelles activités ? comment les financements extérieurs viennent-ils modifier la gestion des exploitations ? A partir de la caractérisation des pratiques financières et de leurs résultats, on a pu évaluer l'adéquation du système de financement aux objectifs et aux besoins prioritaires des producteurs.

Dans un contexte marqué par des risques d'ordre climatique et économique, le système de financement doit, pour être accessible à un grand nombre d'exploitants familiaux, satisfaire aux objectifs de sécurisation des exploita-

tions. Il convient de prendre en compte la diversité des situations et la complexité des stratégies des agriculteurs et d'offrir des modalités de financement souples et adaptées à différents types de producteur. Le modèle bancaire, qui propose une seule modalité pour l'ensemble des petites exploitations du pays, ne répond en fait qu'aux besoins d'une catégorie : les entreprises agricoles spécialisées et les latifundia, en mesure d'offrir des garanties. L'expérience de Massaroca constitue une innovation dans la mesure où elle rompt avec cette logique dominante, généralement inadaptée à l'agriculture familiale.

## Conclusion

Les récents débats politiques et scientifiques témoignent de l'actualité et de la pertinence d'un système de crédit géré localement et adapté à l'agriculture familiale. De plus en plus, au Brésil, le renforcement de la capacité décisionnelle et la participation réelle des acteurs locaux sont associés à la création d'instruments d'information et de règles d'action collective. Cette participation de la population locale est la clé du débat sur les politiques publiques

L'importance des activités non agricoles dans la société rurale brésilienne montre que la production familiale ne peut être limitée aux activités d'agriculture et d'élevage. La pluriactivité représente une stratégie essentielle au maintien d'agricultures familiales multifonctionnelles, durables et intégrées aux dynamiques socio-économiques régionales.

Les initiatives locales de financement des activités productives peuvent, d'une part, contribuer à améliorer le crédit agricole bancaire, d'autre part, inspirer la conception de politiques de création de revenus ruraux, y compris à partir d'activités non agricoles. L'originalité de l'expérience de Massaroca est d'avoir testé un cadre organisationnel évolutif et les instruments de son suivi. La démarche de recherche-action a été propice à l'adaptation et à l'équilibrage de nouvelles règles collectives visant à renforcer la participation des agriculteurs aux décisions locales. Elle a également permis d'évaluer, de manière continue, les effets du système de financement sur des systèmes de production diversifiés, de façon à pouvoir en corriger les modalités ou de manière à redéfinir les activités financées. L'expérience confirme, s'il en était besoin, la capacité des agriculteurs familiaux à innover et à mettre en œuvre de nouveaux projets et de nouvelles techniques pour mieux satisfaire leurs objectifs de sécurité et de production.